



[English Version](#)



NEWSLETTER



Nouveau régime fiscal en matière de droits de propriété intellectuelle

Le nouveau régime fiscal en matière de droits de propriété intellectuelle entre rétroactivement en vigueur au 1^{er} janvier 2018.

Les premières annonces au sujet de ce nouveau régime avaient été faites il y a maintenant un an par le premier ministre. Un projet de loi avait été subséquemment déposé courant du mois d'août. Ce projet vient d'être approuvé par la chambre des députés et entériné dans la loi du 17 avril 2018.

Le nouveau régime est directement basé sur l'approche du lien (« modified nexus approach »), énoncée à l'action no. 5 du projet BEPS de l'OCDE, en vertu de laquelle une exonération est directement liée à la substance de l'activité R&D.

Tout comme le précédent régime, il prévoit une **exonération d'impôt de 80% du revenu net éligible** (notamment royalties et plus-values de cession) lié à un **brevet ou un logiciel protégé par un droit d'auteur**. Contrairement au régime précédent, les **marques, dessins et modèles, ainsi que les noms de domaine** sont exclus.

Du fait du respect des dispositions du plan BEPS, cette exonération de 80% n'est cependant octroyée qu'après application d'un **ratio**, à savoir coûts de développements directement liés au droit de propriété intellectuelle / coûts totaux, pris comme un indicateur de substance de l'activité dans le pays. Ne sont pas considérés comme coûts directement liés au développement du droit de propriété intellectuelle les coûts d'acquisition du droit en tant que tel ou d'un droit d'usage de celui-ci, les coûts immobiliers et frais de financement.

Introduisant un **taux effectif d'impôt de 5.2%** pour les revenus éligibles, ce texte a été élaboré dans l'optique de conserver la compétitivité du Luxembourg tout en se conformant aux principes internationaux et européens actuels en matière fiscale.

Comme dans le cadre du régime précédent, les droits de propriété intellectuelle éligibles sont **exonérés d'impôt sur la fortune**.

Droits de propriété intellectuelle éligibles

Selon l'article 50 ter L.I.R. nouvellement introduit, ces droits doivent avoir été **constitués, développés ou améliorés après le 31 décembre 2007** dans le contexte d'activités de recherche et développement. Le régime est limité aux actifs suivants :

- les **inventions protégées** en vertu des dispositions nationales ou internationales en vigueur par :
 - un brevet ;
 - un modèle d'utilité ;
 - un certificat complémentaire de protection au titre d'un brevet sur un médicament ou d'un produit phytopharmaceutique ;
 - une prorogation d'un certificat complémentaire de protection au titre d'un médicament à usage pédiatrique ;
 - un certificat d'obtention végétale ;
 - une désignation de médicament orphelin.
- les **logiciels protégés par un droit d'auteur** en vertu des dispositions nationales ou internationales en vigueur.

Les droits à caractère commercial tels que les marques, les dessins, modèles ou les noms de domaines sont donc exclus.

Contribuables éligibles

Les **personnes physiques et sociétés résidentes** au Luxembourg ainsi que les établissements stables luxembourgeois de sociétés établies dans l'EEE (Union Européenne, Islande, Liechtenstein, Norvège) sont éligibles à ce nouveau régime.

Revenus éligibles

- les **redevances**
- les **plus-values** de cession
- les **revenus incorporés** dans le prix de vente de produits ou services, directement liés à un actif éligible,
- les **indemnités judiciaires** portant sur des actifs éligibles.

Dépenses éligibles

Ces dépenses sont celles en **lien direct** avec la constitution, le développement ou l'amélioration de droits éligibles, générées par les activités de recherche et de développement :

- soit menées par le contribuable lui-même ;
- soit menées par un établissement stable du contribuable situé dans l'EEE, opérationnel au moment de la réalisation du revenu éligible et ne bénéficiant pas déjà d'un régime similaire dans ce pays dans la mesure où ces dépenses sont attribuées au contribuable en vertu d'une convention contre les doubles impositions ;
- soit payées par le contribuable à une entreprise tierce ;
- soit payées par le contribuable à une entreprise liée (au sens de l'article 56 L.I.R.), sous condition que celle-ci reverse, sans marge, les rétributions obtenues à une entreprise tierce.

Parmi les dépenses non éligibles on retrouverait les coûts d'acquisition du droit de propriété intellectuelle lui-même ou d'un droit d'usage sur celui-ci, les intérêts et frais de financement, les coûts immobiliers ainsi que les autres coûts ne se rattachant pas directement à un actif éligible.

Calcul de la base imposable nette ajustée : mode d'emploi

En principe, le revenu net éligible serait à déterminer **individuellement pour chaque actif éligible**. Par exception, le calcul pourrait être effectué pour un produit ou service ou famille de produits ou services en présence de plusieurs actifs éligibles lorsque l'activité de recherche et développement est complexe au point de rendre une suivi individuel irréalisable (sous conditions).

- *Etape 1 : Détermination du revenu net éligible*

Revenus éligibles

- **Dépenses totales**

- **Dépenses indirectement liées à un actif éligible**

= **Revenus nets éligibles**

- *Etape 2 : Détermination du revenu net éligible ajusté*

Les ajustements prévus servent à **imputer les revenus nets négatifs des exercices antérieurs** - liés à la déduction / l'amortissement de dépenses de R&D en l'absence de recettes - sur les revenus nets positifs individuellement pour chaque actif, via un mécanisme relativement semblable au report de pertes fiscales.

Le calcul des ajustements à effectuer diverge selon la méthode de comptabilisation des dépenses. Celles-ci peuvent soit être comptabilisées dans le compte de pertes et profits (dépenses déduites du bénéfice de la société) soit être activées. Quelle que soit la méthode choisie, **l'avantage fiscal octroyé est toutefois identique.**

- *Etape 3 : Détermination du revenu net éligible ajusté et compensé*

La compensation sert à **compenser les revenus nets négatifs en lien avec un actif éligible avec les revenus nets positifs en lien avec un autre actif éligible.**

Il ne peut donc y avoir compensation que lorsqu'un contribuable détient plusieurs actifs éligibles dont certains génèrent des revenus nets éligibles ajustés positifs et d'autres des revenus nets éligibles ajustés négatifs. De plus, la compensation est à effectuer dans un ordre précis et ne peut aboutir à la création d'une perte.

Un mécanisme de compensation additionnel pour les actifs éligibles ne dégagant plus aucun revenu est également prévu.

- *Etape 4 : Détermination du revenu éligible ajusté et compensé proratisé*

La grande nouveauté du nouveau régime réside dans la mise en place d'un **prorata** dont le but est de s'assurer que la proportion de revenu bénéficiant du régime corresponde à la proportion de dépenses éligibles par rapport aux dépenses totales. Les dépenses éligibles constituent un **indicateur visant à s'assurer que le contribuable a bien conduit des activités de recherche et développement et a donc un certain niveau de substance économique dans le pays.**

La majoration des dépenses éligibles de 30% permet de reconnaître que certains contribuables, bien qu'ayant acquis le droit de propriété intellectuelle ou partiellement sous-traité la R&D, ont tout de même contribué de façon importante à son développement/ amélioration.

Le prorata est donc calculé comme suit :

**Somme des dépenses éligibles augmentée
jusqu'à 30% de son montant
(≤ à la somme des dépenses totales)**

Somme des dépenses totales

C'est sur le montant obtenu à la suite de ce dernier calcul que s'applique l'exonération partielle de 80%.

Autres conditions

Le contribuable souhaitant bénéficier du régime doit pouvoir **retracer ses dépenses totales**, ses dépenses éligibles et ses revenus éligibles et être capable de démontrer le **lien entre ces dépenses et ces revenus** individuellement pour chaque droit.

Une exception est toutefois prévue en présence de nombreux actifs éligibles lorsque l'activité de recherche et développement est complexe au point de rendre ce suivi par actif éligible irréalisable (sous conditions).

Le total des dépenses éligibles et des revenus éligibles doit dans tous les cas être déterminé selon le **principe de pleine concurrence** (« *arm's length principle* ») inscrit aux articles 56 et 56bis L.I.R.

L'administration est en droit de demander au contribuable de produire tout document permettant de démontrer de façon probante le respect de ces dispositions, le commentaire des articles du projet de loi soulignant des **« obligations de documentation étendues »**.

Coexistence de deux régimes fiscaux

Le nouveau régime entre en vigueur dès l'année 2018. Pour rappel, l'**ancien régime de propriété intellectuelle de l'article 50bis L.I.R.** avait été abrogé et une **période transitoire** avait été mise en place afin de permettre aux contribuables de continuer à en bénéficier – sous certaines conditions – jusqu'au **30 juin 2021** aux fins de l'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial communal et jusqu'au 1^{er} janvier 2021 aux fins de l'impôt sur la fortune.

L'ancien et le nouveau régime coexistent donc à partir du 1^{er} janvier 2018 et ce jusqu'à la fin de la période de transition.

Les deux régimes ne sont cependant pas cumulatifs. **Lorsqu'un contribuable est éligible au bénéfice des deux régimes, il lui revient d'opter immédiatement et irrévocablement pour l'un ou pour l'autre.**

● EXPERTS EN FORMATIONS FISCALES ET SOCIALES

MEMBER OF IF GROUP

● IF ADVISORY



45, RUE DES SCILLAS

L-2529 HOWALD

T +352 47 68 47-472 • F +352 46 52 25

TRAINING@IFGROUP.LU

WWW.IFGROUP.LU

